

## **DELEGITIMER LES TRAITES DE L'UE, S'EN AFFRANCHIR, REFONDER UNE AUTRE EUROPE**

La crise de l'Union européenne se conjugue à la crise mondiale. Aujourd'hui, le pacte pour l'euro et les projets de « nouvelle gouvernance économique » soumettent les populations européennes à toujours plus d'austérité, et aggravent encore le caractère anti-démocratique de la construction européenne. L'extrême-droite, profitant du désarroi populaire, monte partout en Europe.

Cette Union européenne n'est pas la nôtre. Elle est celle des oligarchies, construite par et pour elles. L'Union et les Etats qui la composent méprisent les choix démocratiques, et veulent mettre les populations d'Europe et d'ailleurs à genoux devant les marchés financiers. Cela doit cesser.

Toute politique émancipatrice, solidaire et démocratique, répondant aux besoins sociaux et aux défis environnementaux, ne peut être menée qu'en rupture radicale avec les règles régissant l'Union européenne. Cela suppose, tant au niveau national que local, que les pouvoirs politiques soient conduits à **s'affranchir de toutes les contraintes juridiques qui imposent des politiques libérales**, et que toutes les **convergences** possibles soient recherchées **pour que ces contraintes soient aussi abolies au niveau européen**. Une telle insurrection des Européens doit permettre de refonder une autre Europe.

Il est nécessaire pour cela de créer, dans les pays d'Europe, un rapport de force sur la base de luttes culturelles, sociales et populaires impliquant en particulier les forces syndicales et associatives, aux niveaux local, national et européen.

**Notre rôle à Attac est de contribuer à l'élaboration de ce rapport de force**, notamment en favorisant la **prise de conscience de la nécessité à la fois de telles ruptures et convergences en Europe**. A cette fin, nous devons continuer à démontrer que d'autres politiques et une autre Europe sont possibles : solidaires, démocratiques, et écologiques. Il faut **dénoncer l'illégitimité de la dette, des plans d'austérité, des traités qui fondent l'Union européenne**, et plus largement de toutes les mesures néolibérales dans l'UE. Nous devons rappeler le caractère antidémocratique et illégitime de l'UE, dont l'adoption du traité de Lisbonne est entre autres une démonstration éclatante.

Pour développer une solidarité européenne, nous pouvons renforcer notre stratégie avec les Attac Europe par des **actions convergentes**, par la mise en évidence du lien entre les mesures gouvernementales régressives et les orientations néolibérales de l'UE, par des **manifestations de solidarité avec les populations des autres pays en popularisant leurs luttes, et en les soutenant** par l'envoi de délégation à leurs côtés, ou par des rassemblements devant les ambassades et consulats...

Nous devons **relier les enjeux locaux, nationaux et européens** et, dans ce sens, appeler notamment à rétablir les services publics en ne se soumettant pas aux directives de libéralisation ; à retrouver la maîtrise démocratique des budgets publics en sortant du pacte pour l'euro et du pacte de stabilité ; à mettre au pas la finance en refusant d'appliquer les dispositions des traités sur la liberté de circulation des capitaux ; à mettre en place des accords commerciaux équitables en dénonçant les accords bilatéraux que l'UE impose notamment aux pays du Sud, etc. Au niveau local, nous pouvons par exemple revendiquer que les collectivités territoriales décident, après consultation des citoyens, la relocalisation des marchés publics, l'interdiction des cultures d'OGM...

Alors que nous sommes dans une impasse nommée « crise européenne », il s'agit de **ne pas se résigner**, de ne plus subir, de relever la tête et d'explorer toutes les voies pour que puisse s'enclencher **un processus de rupture ayant pour horizons une politique de justice économique, sociale et écologique ainsi qu'une refondation européenne**.